

PAUL BIYA

40 ANS DE RÈGNE DU PRÉSIDENT : ÉTAT DES LIEUX
DES LIBERTÉS ET DES DROITS HUMAINS



TOURNONS LA PAGE



TOURNONS LA PAGE
POUR L'ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE
EN AFRIQUE

PAUL BIYA

40 ANS DE RÈGNE DU PRÉSIDENT : ÉTAT DES LIEUX DES LIBERTÉS ET DES DROITS HUMAINS



**CAMPAGNE CITOYENNE
POUR LA LIMITATION
DES MANDATS**

La Campagne Citoyenne pour la Limitation des Mandats vise à lutter contre les velléités de pouvoir de dirigeants africains qui briguent ou effectuent plus de deux mandats présidentiels au moyen de changements constitutionnels et de processus électoraux viciés. Cette campagne panafricaine cherche à mobiliser les sociétés civiles africaines sur la problématique des transitions démocratiques.

PAUL BIYA

40 ans de règne du Président : état des lieux des libertés et des droits humains

Date de parution : Novembre 2022

Rédaction : Tournons La Page,
Tournons La Page - Cameroun

Design graphique : Romain Laborde

Couverture : Le président Paul Biya au palais présidentiel de Yaoundé, Cameroun • 26 Juillet 2022

© Photo : Stephane Lemouton/Pool/ABACAPRESS.COM



TOURNONS LA PAGE



**TOURNONS LA PAGE
POUR L'ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE
EN AFRIQUE**

Les rédacteurs

TOURNONS LA PAGE

Tournons La Page est un mouvement international, réunissant plus de 250 organisations des sociétés civiles africaines soutenues par des organisations européennes dont l'objectif est la promotion de l'alternance démocratique et de la bonne gouvernance en Afrique comme ailleurs. Créé en 2014, Tournons La Page regroupe des coalitions dans 10 pays africains (Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, République Démocratique du Congo, Tchad et Togo).

TOURNONS LA PAGE CAMEROUN

Créée en 2015, au Cameroun la coalition Tournons La Page réunit 27 organisations de la société civile. Elle est présente dans neuf régions du Cameroun (à l'exception de la région du Nord-Ouest, pour des raisons sécuritaires) et comprend une cinquantaine de délégués répartis dans tout le pays. Les activités de TLP-Cameroun comprennent l'organisation de dynamique d'observation électorale, d'ateliers sur la protection des défenseurs des droits humains, journalistes et activistes en lien avec la sécurité numérique et informatique. Enfin, TLP-Cameroun est fortement mobilisé pour sensibiliser les citoyens en âge de voter à s'inscrire sur les listes électorales.



CONTEXTE

Dans les couloirs de la présidence camerounaise depuis 1962 en commençant en tant que chargé de mission à la présidence de la République, Paul Biya devient président en novembre 1982 après la démission d'Ahmadou Ahidjo. Aujourd'hui, **Paul Biya en est à son huitième mandat** depuis sa réélection en octobre 2018 avec plus de 71% des suffrages, élections jugées frauduleuses par des partis d'opposition⁰² et la société civile.⁰³

À l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron au Cameroun en juillet 2022, Human Rights Watch et Amnesty International ont appelé le président français à utiliser les moyens à sa disposition pour défendre les droits humains auprès de Paul Biya étant donné les graves manquements en termes de

libertés fondamentales.⁰⁴ Les deux ONG parlent de « répression aggravée » au Cameroun et soulignent **les nombreuses violations des droits humains : arrestations et détentions arbitraires, torture et mauvais traitements, impunité, atteinte à la liberté d'expression et de manifestation.** Dans le cadre de cette visite, Tournons La Page et 8 autres organisations ont également dénoncé dans une tribune, le silence du président français face aux multiples exactions des autorités camerounaises contre la population, préférant privilégier la « stabilité » entre les deux pays.⁰⁵

Après 40 années au pouvoir, force est de constater que le niveau de vie de la population n'a pas significativement progressé et les droits politiques et libertés civiles demeurent bafoués.

CAMEROUN

Capitale : Yaoundé

Superficie : 475 440 km²

Population : 27 224 262 habitants (2021)⁰¹

Langues : français et anglais (langues officielles), plus de 200 autres langues dont le peul, l'ewondo, le pidgin

QUELQUES CHIFFRES

Croissance du PIB par habitant ⁰⁶

1982 : 4.3% • 1992 : -5,9% • 2002 : 1,7% • 2021 : 0,9%

Indice de Développement Humain (IDH) ⁰⁷

1990 : 0.44 • 2000 : 0.43 • 2010 : 0.51 • 2019 : 0.56

En comparaison avec un pays démocratique, l'Inde qui avait un IDH de 0.43 en 1990, soit en dessous de celui du Cameroun, se retrouve avec un IDH plus élevé en 2019, à hauteur de 0.65.

Éducation

Poursuite des études jusqu'à la fin du cycle primaire ⁰⁸

1982 : 69% • 2018 : 64%

CORRUPTION

Transparency International établit un classement chaque année d'indice de perception de la corruption d'un pays. Pour réaliser ce classement, des sources de données provenant de plusieurs institutions sont sélectionnées.

1996 49^{ème} sur 54 pays évalués ⁰⁹



2006 138^{ème} sur 163 pays ¹⁰



2016 145^{ème} sur 176 pays ¹¹



2021 144^{ème} sur 180 pays ¹²



Depuis que le Cameroun est répertorié dans le classement, **le pays n'a pas progressé en termes de diminution de la corruption, excepté en 2021** où il a progressé d'une place par rapport à 2016. Il se situe après le Mali ou la Russie.

PAIX & SÉCURITÉ

La situation sécuritaire au Cameroun s'est particulièrement détériorée depuis 2014 avec l'offensive du groupe djihadiste Boko Haram à l'extrême-Nord du pays. Les attaques contre les civils se sont intensifiées depuis fin 2020 et **on ne compte pas moins de 3000 civils et militaires tués et plus d'un millier de personnes enlevées** depuis 2014.¹³ À cela s'ajoute une crise sécuritaire qui dure depuis environ 5 ans, dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun en proie à un conflit armé qui oppose les séparatistes anglophones et les forces de défense et de sécurité camerounaises. **Cet affrontement a causé la mort de plus de 6000 personnes en un peu plus de 5 ans.**¹⁴ La situation reste toujours très compliquée que ce soit pour la circulation des biens et des personnes dans ces zones avec une recrudescence des enlèvements et de demandes des rançons.

Le Global Peace Index classe les pays selon leur degré de paix et de stabilité. Le classement se calcule à partir de plusieurs critères notés de 0 à 5, plus le score est bas, plus le pays est considéré comme stable.

En 2022, le Cameroun est classé 142^{ème} pays sur 163.¹⁵ Dans le détail, les scores se rapprochant le plus de 5 et les plus significatifs sont :

- L'accès aux armes (4/5)
- Les conflits organisés (internes) (4/5)
- Les manifestations violentes (3,25/5)
- La criminalité violente (4/5)
- L'instabilité politique (3,5/5)
- La terreur politique (4/5)
- L'activité terroriste (3,98/5)
- Morts dues à des conflits (internes) (2,769/5)
- Les combats de conflits internes (5/5)
- La sûreté et la sécurité (3,014/5)

La situation du Cameroun n'a cessé de se dégrader si l'on observe les précédents classements :

2008 81^{ème} sur 163 pays ¹⁶



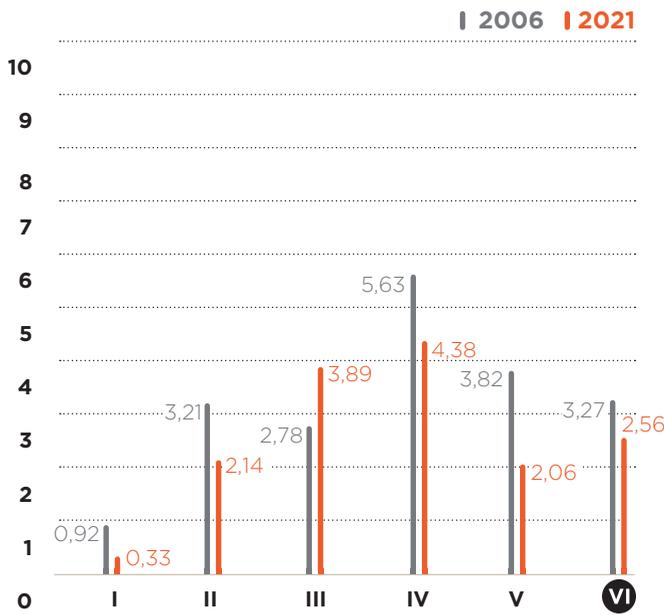
↓ -59

2018 140^{ème} sur 163 pays ¹⁷



DÉMOCRATIE, LIBERTÉS CIVILES & DROITS POLITIQUES

Le classement des pays établi par The Economist¹⁸ selon le degré de démocratie comprend 60 critères d'évaluation répartis dans 5 catégories : culture politique, capacité du gouvernement à mettre en œuvre son programme, respect des libertés civiles, participation citoyenne et qualité du processus électoral. Ce classement se fait sur un barème qui va de 0 à 10, 10 étant la note consacrant pleinement le caractère démocratique d'un régime politique. Selon cette note, le pays évalué est classé dans un des 4 types de régimes politiques : démocratie à part entière, démocratie imparfaite, régime hybride, régime autoritaire. Dans les classements de 2006¹⁹ et 2021,²⁰ les scores du Cameroun dans chaque catégorie étaient les suivants :



- I Qualité du processus électoral et pluralisme
- II Fonctionnement du gouvernement
- III Participation électorale
- IV Culture politique
- V Respect des libertés civiles

VI Score global²¹

2006 :

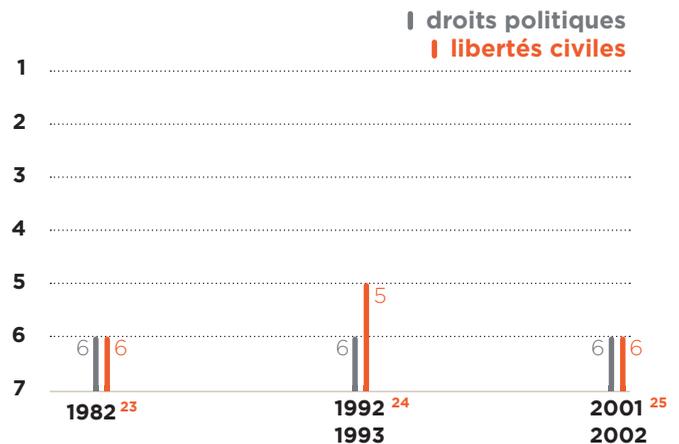
- 130^{ème} rang mondial sur 167 pays
- 31^{ème} rang africain

2021 :

- 143^{ème} rang mondial sur 167 pays
- 41^{ème} rang africain²²

Selon le Democracy Index, le Cameroun a chuté de 13 places en 15 ans et appartient à la catégorie des régimes autoritaires.

Un autre classement établi par Freedom House depuis 1972 s'intéresse aux droits politiques et aux libertés civiles pour évaluer le degré de liberté d'un pays. Si l'on s'en tient à la date de l'arrivée de Paul Biya au pouvoir en 1982, le Cameroun est classé depuis dans la catégorie des États « non libres ». Cette catégorisation se fait selon deux scores allant de 1 à 7, l'un mesurant les droits politiques et l'autre les libertés civiles, 1 étant la meilleure note, 7 la moins bonne. Les scores n'évoluent que très peu sur 40 ans :



La méthodologie étant différente pour le classement de 2022, le plus haut score et, de fait, le score considéré comme garantissant le plus les droits politiques est 40, concernant les libertés civiles, le plus haut score est 60.

2022²⁶

Droits politiques



Libertés civiles



LIBERTÉ DE LA PRESSE

Selon le classement de Reporters sans frontières, la situation de la liberté de la presse au Cameroun n'a cessé de se dégrader :

2002 88^{ème} sur 139 pays²⁷



2011-2012 97^{ème} sur 179 pays²⁸



2022 118^{ème} sur 180 pays²⁹



L'ONG souligne notamment que le pays est « **un des pays les plus dangereux d'Afrique pour les journalistes** ». ³⁰ En 2022, la méthodologie du classement a été révisée et comprend le calcul d'indicateurs politique, économique, législatif, social, sécuritaire.

Un score est établi pour chacun des cinq indicateurs de 0 à 100. A ces cinq scores, s'ajoute un relevé sur l'année des exactions envers la presse.

Ces deux éléments forment un score global qui détermine le classement du pays. Les scores des indicateurs pour le Cameroun du classement 2022 sont les suivants : ³¹



INDICATEUR POLITIQUE
116^{ème} place mondiale / 180



INDICATEUR ÉCONOMIQUE
123^{ème} place mondiale / 180



INDICATEUR LÉGISLATIF
121^{ème} place mondiale / 180



INDICATEUR SOCIAL
94^{ème} place mondiale / 180



INDICATEUR SÉCURITAIRE
140^{ème} place mondiale / 180

Dans son classement de 1982, Freedom House s'est intéressé à la liberté des médias. Déjà la presse écrite et les médias audiovisuels sont classés dans la catégorie « Généralement pas libre ». ³²

NOTES

01 : Population, total – Cameroun (La Banque Mondiale) : <https://bit.ly/3swWile>

02 : Josiane Kouagheu, Présidentielle au Cameroun : plusieurs partis d'opposition dénoncent des « fraudes », Le Monde Afrique, 9 oct. 2018 : <https://bit.ly/3zg6Wk8>

03 : Tribune, « Au Cameroun, la fausse victoire de Paul Biya met en péril la cohésion nationale », Le Monde Afrique, 26 octobre 2018 : <https://bit.ly/3ziObMK>

04 : Ilaria Allegrozzi, Fabien Offner, Cameroun : « M. Macron devrait clairement exprimer son inquiétude quant aux violations des droits humains », 25 juillet 2022 : <https://bit.ly/3gKfMju>

05 : Léa Masseguin, FrancAfrique - Emmanuel Macron de retour en Afrique francophone « au nom de la realpolitik », Libération, 25 juillet 2022 : <https://bit.ly/3Fe4caK>

06 : Croissance du PIB par habitant, Cameroun (La Banque Mondiale) : <https://bit.ly/3gBPM9X>

07 : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStat-Pays?codeTheme=1&codeStat=SP.POP.IDH.IN&codePays=CMR&options-Periodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=SP.POP.IDH.IN&code-Pays2=IND&optionsDetPeriodes=avecNomP>

08 : Poursuite des études jusqu'à la fin du cycle primaire, total (% de cohorte) – Cameroun (La Banque Mondiale) : <https://bit.ly/3U07127>

09 : Corruption Perceptions Index 1996 (Transparency International) : <https://www.transparency.org/en/cpi/1996>

10 : Corruption Perceptions Index 2006 (Transparency International) : <https://www.transparency.org/en/cpi/2006>

11 : Corruption Perceptions Index 2016 (Transparency International) : <https://www.transparency.org/en/cpi/2016/index/cmr>

12 : Corruption Perceptions Index 2021 (Transparency International) : <https://www.transparency.org/en/cpi/2021/index/cmr>

13 : Fatma Bendhaou, Cameroun : Trois militaires et quatre civils tués dans une nouvelle attaque de Boko Haram, AA, 31 mai 2022 : <https://bit.ly/3gGzSLB>

CRIMINALITÉ ORGANISÉE



10^e
Pays d'Afrique



28^e
Pays du monde

Selon le Global Organized Crime Index, en 2021, **le Cameroun est le 10^{ème} pays d'Afrique et le 28^{ème} pays du monde sur 193 en termes de criminalité organisée.** Son score s'élève à 6,32 en 2021,³³ la note maximale étant 10 et représentant le plus haut degré de criminalité. Le pays se situe juste après les deux Soudans et devant la Côte d'Ivoire, le Niger ou encore le Tchad.

Ce classement comprend plusieurs critères parmi lesquels le trafic d'êtres humains (score de 6,50 en 2021), le trafic d'armes (6,50 en 2021). Le classement répertorie aussi les acteurs impliqués dans la criminalité, parmi eux les acteurs « intégrés dans l'État » dont le score est le plus élevé : 8,00.



CONCLUSION

Après 40 ans de présidence de Paul Biya, la situation des droits humains au Cameroun s'est aggravée notamment dans les domaines de la sécurité et la stabilité intérieure, la criminalité et la corruption, les principes démocratiques tels que le multipartisme et la transparence des résultats électoraux, la liberté de la presse et le respect des libertés civiles en général.

14 : Clément Boursin, afriquexxi.info/Cameroun-anglophone-Une-guerre-passee-sous-silence

15, 16, 17 : Overall GPI Score (Vision of Humanity) : www.visionofhumanity.org/maps/#/

18 : Laza Kekic, The Economist Intelligence Unit's index of democracy, The Economist : <https://econ.st/3SE0ydk>

19 : Democracy Index 2006, The Economist : www.economist.com/media/pdf/DEMOCRACY_TABLE_2007_v3.pdf

20 : Democracy Index 2021, The China Challenge, The Economist : <https://bit.ly/3DyXc79>

21 : La moyenne des catégorie I à V permet de définir un score global qui correspond au classement mondial du pays

22 : Classement 2021 de la démocratie dans le monde : recul global, notamment en Afrique (CEFICE) : <https://bit.ly/3NeJAw>

23 : Freedom House, Freedom in the World, Political Rights and Civil Liberties, 1982 : <https://bit.ly/3zlZQdN>

24 : Freedom House, Freedom in the World, Political Rights and Civil Liberties, 1992-1993 : <https://bit.ly/3D7YRPz>

25 : Freedom House, Freedom in the World, Political Rights and Civil Liberties, 2001-2002 : <https://bit.ly/3gEednf>

26 : Freedom House, Political Rights and Civil Liberties, 2001-2002 : <https://bit.ly/3gEednf>

27 : Reporters sans frontières, classement 2002 : rsf.org/fr/classement?year=2002

28 : Reporters sans frontières, classement 2011-2012 : rsf.org/fr/classement?year=2012

29 : Reporters sans frontières, classement 2022 : rsf.org/fr/classement?year=2022

30, 31 : Reporters Sans Frontières, Classement liberté de presse, Cameroun : rsf.org/fr/pays/cameroun

32 : Freedom House, Freedom in the World, 1982 : <https://bit.ly/3zlZQdN>

33 : Classement 2021 des pays africains selon les niveaux de criminalité organisée (Global Organized Crime Index) : <https://bit.ly/3SDnLwW>

RECOMMANDATIONS

À L'ÉTAT CAMEROUNAIS

Garantir et **respecter le processus électoral et le multipartisme** : réviser de manière consensuelle le cadre juridique en matière électorale au Cameroun

Respecter les droits civils et politiques garantis entre autres par la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ou encore le Pacte International des Droits Civils et Politiques, auxquels l'État du Cameroun a librement souscrit

Garantir la liberté de la presse, protéger les journalistes et leurs sources ; libérer les journalistes emprisonnés arbitrairement à ce jour

Respecter les dispositions légales et législatives en matière de **liberté de réunion et de manifestation publique**

Régler le vide juridique entretenu par le gouvernement sur le statut des syndicats, réseaux et des ONG

Lutter efficacement contre la criminalité et la corruption en diligentant des enquêtes indépendantes et condamner les responsables

Assurer la protection des citoyens camerounais en condamnant les responsables de violations des droits humains parmi les forces de sécurité et de défense camerounaises, notamment dans le conflit qui les oppose aux séparatistes anglophones

AUX PARTENAIRES DU CAMEROUN

Mettre en place une **conditionnalité de bonne gouvernance, de respect des droits humains et de l'État de droit** au soutien à apporter à l'État du Cameroun

Lutter contre la corruption en **exigeant une transparence** sur la gestion des fonds publics et en **encourageant des enquêtes et procédures judiciaires** en cas de suspicion de détournement et les condamner publiquement

Consacrer et **systematiser la pratique du contrôle citoyen** dans la gestion des partenariats bilatéraux et multilatéraux

TOURNONS LA PAGE

contact@tournonslapage.org
www.tournonslapage.org

TOURNONS LA PAGE - CAMEROUN

tlpcameroun@tournonslapage.org